

Département des Yvelines Arrondissement de Rambouille

Reçu en préfecture le 22/10/2025

Envoyé en préfecture le 22/10/2025

Publié le

ID: 078-217805373-20251007-DM\_2025\_59-CC

Canton de Saint-Arnoult-en-Yvelines

## **COMMUNE DE SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES**

# **DÉCISION DU MAIRE** n° DM 2025/59

Le Maire de la commune de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-22 et L 2122-23,

**VU** la délibération n° 2021/043 en date du 25 mai 2021 du Conseil Municipal portant délégations permanentes au Maire, notamment le point n° 4 : « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

VU le Code de la commande publique, en particulier les seuils de procédure et de publicité,

**VU** la consultation lancée le 07 juillet 2025 concernant le marché de construction d'une Maison Médicale pour le lot n°13 « PHOTOVOLTAIQUES »

**CONSIDÉRANT** l'opportunité d'installer des panneaux photovoltaïques pour la Maison Médicale

**VU** les offres remises par 2 entreprises

## **DÉCIDE**

### **ARTICLE 1**

De retenir la proposition de la société WE GREEN demeurant 2 rue François Dezort, 78490 MÉRÉ pour un montant de 37 230,40 € HT, soit 44 676,48 € TTC.

### **ARTICLE 2**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

#### **ARTICLE 3**

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance et sera publiée conformément aux dispositions prévues par l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

À Saint-Arnoult-en-Yvelines, le 07 octobre 2025

Le Maire

Signé électroniquement par : Joëlle JEGAT Date de signature : 08/10/2025 Qualité : Signature Maire

Joëlle JEGAT

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication